



INTERNATIONAL ASSOCIATION
OF YOUNG LAWYERS



Union Internationale des Avocats
International Association of Lawyers
Unión Internacional de Abogados



Barcelone, le 3 juin 2019

Nasrin Sotoudeh et tous les avocats iraniens détenus arbitrairement doivent être libérés immédiatement et sans condition

À l'occasion de la réunion L5, convoquée à Barcelone le 3 juin 2019, les organisations soussignées expriment leurs plus vives préoccupations concernant la condamnation et la détention arbitraire de plusieurs avocats iraniens, dont Nasrin Sotoudeh, éminente avocate iranienne et lauréate de plusieurs prix dans le domaine des droits humains.

Les attaques à l'encontre des avocats se sont intensifiées en Iran ces dernières années. Les avocats sont confrontés au harcèlement judiciaire en raison de leur activité professionnelle légitime.

Le cas le plus emblématique est celui de **Nasrin Sotoudeh**, récemment condamnée à 38 ans de prison et 148 coups de fouet pour des infractions liées à la sécurité nationale [résultant de sept chefs d'accusation, dont « réunion et collusion contre la sécurité nationale », « propagande contre l'État » et « comparution devant la justice sans port du hijab »].

Nasrin Sotoudeh est connue dans le monde entier pour son engagement indéfectible en faveur de la défense des droits humains, son opposition à la peine de mort et sa défense courageuse de l'indépendance de la profession d'avocat et du système judiciaire. En raison de son travail inlassable en tant qu'avocate des droits humains, Nasrin Sotoudeh et sa famille ont été prises pour cible à plusieurs reprises par les autorités iraniennes et ont été victimes de harcèlement, d'intimidations et d'incarcération, ainsi que d'une interdiction d'exercer le droit, sa profession. Avant sa dernière arrestation en juin 2018, elle s'est consacrée à la défense de jeunes Iraniennes arrêtées et poursuivies pour avoir protesté pacifiquement contre le port obligatoire du voile en Iran.

D'autres avocats iraniens défenseurs des droits humains sont pris pour cible. Plus tôt ce mois-ci, Amirsalar Davoudi, un avocat connu qui représente des militants des droits humains et d'autres personnes détenues pour leurs activités sociales et politiques, a été condamné à 30 ans de prison et à 111 coups de fouet pour « collaboration avec un ennemi de l'État en entretiens », « propagande contre l'État », « insultes à des fonctionnaires » et « formation d'un groupe pour renverser l'État ». L'avocat Mohammad Najafi a récemment été condamné à 17 ans de prison et à 74 coups de fouet dans trois affaires distinctes pour « perturbation de l'État » et « publication de mensonges ». D'autres avocats ont été arrêtés ou ont fait l'objet de poursuites judiciaires, tels qu'Arash Keykhosravi, Ghassem Sholeh-Sa'di, Farokh Forouzan, Mostafa Daneshjoo, Mostafa Tork Hamadani, Payam Derafshan et Zeynab Taheri. Par ailleurs, même si son cas est moins récent, l'avocat Abdolfattah Soltani ne doit pas être oublié. Il a été libéré sous condition le 21 novembre 2018 après avoir passé plus de sept ans en détention à Téhéran. Abdolfattah Soltani est l'un des fondateurs du Centre pour les défenseurs des droits humains et a consacré l'essentiel de sa carrière à la défense de prisonniers politiques.

Les organisations soussignées condamnent fermement la détention de Nasrin Sotoudeh et d'autres avocats iraniens, ainsi que les accusations portées à leur encontre, qui semblent être uniquement liées à leur travail légitime d'avocats et visent à restreindre leurs activités pacifiques en faveur des droits humains.

Nous exhortons respectueusement les autorités iraniennes compétentes à prendre immédiatement toutes les mesures appropriées pour annuler les condamnations et les peines prononcées contre les avocats arbitrairement détenus, y compris Nasrin Sotoudeh ; à assurer leur libération immédiate et inconditionnelle ; et à mettre fin à toutes les formes de harcèlement, y compris au niveau judiciaire, à l'encontre des avocats en Iran.



Xavier COSTA
Président
Association internationale
des jeunes avocats (AIJA)



Issouf BAADHIO
Président
Union internationale des
avocats (UIA)



José DE FREITAS
Président
Conseil des barreaux
européens (CCBE)